



Le Futur de l'Europe : un autre moment historique ?

Elle-même issue du conflit ayant redéfini la géopolitique mondiale pendant la première moitié du ^{xx}e siècle, la construction européenne a vu sa (somme toute) brève histoire marquée par des chocs internes ou externes qui ont pu, à chaque fois, faire douter de sa raison d'être, et donc de sa survie. De la chaise vide du Général de Gaulle à la pandémie, inutile d'en rappeler la longue liste. Mais, à chaque fois semble-t-il, au-delà des émotions du moment, l'histoire a donné raison à Jean Monnet : l'Europe progresse avec les crises.

Le 24 février 2022, le 7 octobre 2023 et le 20 janvier 2025, soit le déclenchement d'une nouvelle phase de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, les attentats sanglants perpétrés par le Hamas en Israël et l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration présidentielle américaine, sont autant de points de basculement de processus longs dont l'accélération crée aujourd'hui une zone d'incertitudes maximales à l'échelle mondiale, où la globalisation heureuse semble devoir faire la place au retour des puissances, et pose à nouveau une question existentielle à l'Europe.

Un premier semestre 2025 passablement chaotique et les soubresauts de l'été en sont la parfaite illustration. Et, sans s'aventurer dans la moindre prédiction, les mois qui viennent seront cruciaux.

Des états mal préparés aux chocs à venir

Une constatation s'impose, sans tomber dans l'auto-flagellation : l'Europe n'est pas au mieux de sa forme. La redéfinition de paysages au terme de processus électoraux au niveau européen et au sein de nombreux États membres amène à reconsidérer des politiques dont la pleine réalisation supposait un effort de long terme. Une succession de rapports commandés à des personnalités éminentes mettent en lumière que le marché intérieur est loin d'être achevé, que la croissance n'est pas au rendez-vous, que les sociétés européennes ne sont pas correctement préparées à résister



Jean-Louis DE BROUWER
Director – European Affairs Programme
Egmont – Royal Institute for International Relations



→ aux chocs de toutes natures susceptibles de les affecter et que, pour affronter ces défis, des mesures radicales appuyées par une forte volonté politique seront indispensables.

Le défi des rapports de puissance

Plus fondamentalement, fille de la guerre née pour construire la paix, comme l'a si bien souligné Pascal Lamy, l'Union européenne apparaît très mal préparée pour s'inscrire dans les rapports de puissance qui se dessinent. Les États membres s'éveillent lentement et à des degrés divers à cette nouvelle réalité géopolitique, celle qui suppose que les acteurs aient une claire conscience de leurs intérêts et la puissance pour les servir. Si progrès il y a, ils sont loin d'être linéaires, guidés par la

nécessité de réagir plutôt que par une vision dictant l'action. Et ce alors que l'Union est confrontée à des rivaux qui, au mieux, veulent l'écarter de la table des grands, au pire, souhaitent sa destruction et qui n'ont de meilleure arme pour parvenir à leur fin que d'entretenir les divergences entre ses membres.

Un tableau sombre

Le tableau est donc sombre : une course folle au réarmement (il faut certes récupérer le retard accumulé du fait d'une jouissance sans doute excessive du « *dividende de la paix* », mais où est le concept stratégique commun ?), une « négociation » avec les États-Unis qui a vu l'Union européenne s'interdire de faire usage des instruments puissants de sa politique commerciale (ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences dans les relations avec d'autres partenaires), un silence dramatique sur le Moyen-Orient (au-delà du drame humanitaire, c'est la relation avec le voisinage Sud qui est en jeu), la difficulté de définir les contours d'une authentique initiative sur l'Ukraine fondée sur une conception propre d'une architecture européenne de sécurité.

Carte d'identité

Egmont – L'Institut Royal des Relations Internationales est un groupe de réflexion indépendant basé à Bruxelles.

Ses recherches interdisciplinaires sont menées dans un esprit de totale liberté académique. S'appuyant sur l'expertise de ses propres chercheurs, ainsi que sur celle de spécialistes externes, tant belges qu'internationaux, il fournit des analyses et des options politiques qui se veulent aussi opérationnelles que possible.

Bénéficiant du rôle de Bruxelles sur la scène mondiale et du cadre prestigieux du Palais Egmont, l'Institut offre un forum idéal aux chefs d'État et de gouvernement en visite, aux représentants d'organisations internationales, aux ministres des Affaires étrangères et à d'autres personnalités politiques.

Des conférences, colloques et séminaires nourrissent les travaux des chercheurs. Ils permettent également aux participants d'échanger

leurs points de vue avec d'autres spécialistes et avec un public averti composé de représentants des sphères politique, économique et universitaire, des médias et de la société civile.

Outre la recherche et les réunions, l'Institut a également développé des activités de formation spécialisées, tant à Bruxelles qu'à l'étranger. Il peut, sur demande, proposer des programmes spécifiques aux diplomates en visite ou en poste et aux professionnels étrangers.

Une coopération étroite avec d'autres centres de recherche, tant en Belgique qu'en Europe et au-delà, a donné lieu à un nombre croissant de conférences conjointes et à des coopérations plus structurées en matière de recherche et de publications. Cette coopération s'est avérée mutuellement bénéfique et enrichissante.



“

J'ai toujours pensé que l'Europe se ferait dans les crises et qu'elle serait la somme des solutions apportées.

Jean Monnet

”

Des objectifs ambitieux mais des moyens trop limités

Pour autant que la distinction entre politiques externes et internes ait encore le moindre sens, ces questions s'imposent comme prioritaires et semblent devoir retenir l'attention et l'énergie des décideurs alors que l'agenda domestique reste lourd, marqué notamment par les hésitations concernant l'achèvement et la mise en œuvre des deux piliers de la législature précédente, la lutte contre le changement climatique et la décennie numérique et son encadrement réglementaire. Et cela alors que s'ouvrent les négociations sur les prochaines perspectives financières. Elles seront difficiles - c'est un euphémisme - mais tous les observateurs paraissent se rejoindre : en l'état, les moyens font défaut pour atteindre les multiples et ambitieux objectifs affichés. Enfin, illustrant encore davantage l'artificialité de la distinction interne/externe, l'élargissement pourrait s'imposer comme l'urgence géopolitique incontournable qu'il est en fait devenu.

Trois conditions pour une relance européenne

Que faire, alors ? Trois conditions doivent être remplies avant même de pouvoir répondre à cette question :

- la cohésion doit s'imposer entre les États membres, qu'elle soit fondée sur la peur du vide ou la conviction que l'on fait plus et mieux ensemble (à l'image de ce qui s'est passé après les premiers moments de panique suivant le déclenchement de la pandémie);

- un leadership commun légitime doit se dessiner, au-delà des divisions institutionnelles (sur le modèle du rôle joué par le trio Merkel – Macron – von der Leyen dans la conception du programme de relance économique NextGenerationEU);
- les nouvelles contraintes du jeu international et les limites qui en découlent, doivent être bien comprises (certains bons observateurs préférant désormais viser la « résilience stratégique » plutôt que l'« autonomie stratégique »).

La manière dont ces conditions seront rencontrées - ou non - déterminera les contours de la sortie de crise :

- un « *Wir schaffen das* » fondé sur une confiance renouvelée dans la solidité des piliers fondant la construction européenne, moyennant sans doute certaines adaptations des modalités de leur traduction ;
- ou une révision plus radicale définissant un modèle alternatif (et une nouvelle géométrie ?) de l'intégration adapté aux exigences d'une ère des puissances.

Dans son très attendu « *Discours sur l'état de l'Union* » ce 10 septembre 2025, la Présidente de la Commission a confirmé le diagnostic : l'Europe est engagée dans un combat pour assurer son indépendance dans un monde où s'affrontent les impérialismes. Et elle pose les bonnes questions : l'Europe est-elle équipée pour cette lutte ? Saura-t-elle faire preuve du sens de l'urgence, de la force morale, de la volonté politique et de l'agilité nécessaires pour s'imposer ? Et surtout ses différentes composantes, institutions et États membres, parviendront-elles à consolider une indispensable unité de vues et d'action dans la définition des objectifs et la mobilisation des moyens pour y parvenir ?

Nul besoin de dramatiser ou de se lancer des conjectures stériles : au terme de choix délibérés ou par glissements progressifs, le futur de l'Europe se dessinera d'ici la fin de la prochaine législature. ►

Jean-Louis De Brouwer